

LA COOPÉRATION INDUSTRIELLE DE L'ONUDI AVEC LES PAYS FRANCOPHONES

CONTEXTE

L'ONUDI ET LA FRANCOPHONIE

Pour une coopération francophone industrielle inclusive et durable

La coopération industrielle de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) avec ses États membres francophones est dynamique grâce à un dialogue de haut niveau régulier, engagé dans le cadre i) de ses instances politiques, à l'instar de la Conférence générale, du Conseil du Développement Industriel et des Sommets de la Francophonie, ii) de ses partenariats avec les organisations régionales (Union africaine, Union européenne, Association des Nations d'Asie du Sud-Est [ASEAN], Organisation du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique [ACP], Union économique et monétaire ouest-africaine [UEMOA], CEDEAO, Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale [CEMAC], Communauté économique des États de l'Afrique centrale [CEEAC], Communauté des Caraïbes [CARICOM], etc.) et iii) d'événements relatifs au développement industriel organisés dans toutes les régions du monde.

Par ailleurs, plus de 220 projets sont en cours de mise en oeuvre au niveau régional ou national dont 35 financés par des donateurs membres de la Francophonie.

Depuis sa création en 1966, l'ONUDI travaille étroitement avec les pays ayant en commun l'usage du français en vue de renforcer la capacité industrielle de ces derniers dans les domaines suivants :

- Partager la prospérité à travers des emplois et activités productives ;
- Renforcer la compétitivité grâce au développement d'activités industrielles répondant aux meilleures normes de qualité et d'efficacité ;
- Sauvegarder l'environnement et le climat grâce au transfert de savoir-faire et de technologies vertes, à la promotion de l'économie circulaire et au déploiement des énergies renouvelables ;
- Consolider les institutions et les compétences

Crédit photo :
Public Affairs Africa



en vue de partager les meilleures pratiques au niveau international.

À travers ces différents domaines de coopération, l'ONUDI vise à promouvoir :

- **Des chaînes d'approvisionnement durables :** Les chaînes d'approvisionnement sont essentielles au commerce, lequel est essentiel à la création d'emplois. Il n'en reste pas moins que ces chaînes d'approvisionnement doivent être durables. L'exploitation des personnes et de la main-d'œuvre, ainsi que l'exploitation de l'environnement, ne doivent pas être à la base de l'économie mondiale. Nous avons besoin de pratiques commerciales équitables à l'échelle mondiale, ce qui implique que les entreprises veillent au respect des droits humains et des normes environnementales. Par ailleurs, pour économiser les ressources rares, nous devons améliorer les processus opérationnels de la chaîne d'approvisionnement et bâtir une économie circulaire.
- **L'action climatique :** L'ONUDI vise la décarbonation des activités industrielles par la promotion de politiques, de technologies et de pratiques de développement à faibles émissions. Elle entend optimiser les synergies avec d'autres domaines prioritaires tels que l'énergie, le développement de l'agro-industrie et la sécurité alimentaire, l'économie circulaire et la biodiversité. Les avancées technologiques permettant d'éviter ou de réduire les émissions de gaz à effet de serre doivent être davantage promues. Afin d'accélérer ce processus, l'ONUDI offre une plateforme pour le transfert de technologies, la mobilisation des investissements et le développement des partenariats climatiques.
- **L'éradication de la faim :** Au bas mot 828 millions de personnes ne savent pas d'où viendra leur prochain repas. Mais un monde sans faim est possible – grâce à une industrialisation durable, au transfert de technologies et de connaissances et à l'investissement dans l'agro-industrie. La sécurité alimentaire et le contrôle de la qualité

des aliments sont essentiels non seulement pour préserver la santé des populations, mais aussi pour améliorer les moyens de subsistance. La transformation des produits agricoles dans les pays en développement a non seulement un potentiel considérable en matière de création d'emplois, mais elle permet également d'augmenter les recettes d'exportation et de stimuler les économies.

- **La coopération entre l'ONUDI et la Francophonie institutionnelle :** L'ONUDI et la Francophonie institutionnelle ont un partenariat de longue date dans des domaines d'intérêt commun tels que la coopération économique, la promotion des investissements, l'innovation et l'entrepreneuriat, ainsi que la promotion de la Francophonie. Depuis la signature de l'accord-cadre de coopération de 1990, l'ONUDI et l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) ont fait du développement industriel inclusif et durable l'un des principaux moteurs de la réduction de la pauvreté. L'ONUDI participe régulièrement aux Sommets de la Francophonie et l'OIF siège aux réunions des instances politiques de l'ONUDI, notamment le Conseil du Développement Industriel et la Conférence générale.
- **ONUDI-OIF : Des objectifs stratégiques communs :** L'ambition de l'ONUDI de favoriser « le développement industriel inclusif et durable » de ses 172 États membres est parfaitement alignée sur les objectifs de la Francophonie et notamment sa stratégie économique pour 2020-2025 qui vise à : Intensifier les échanges commerciaux et les investissements ; stimuler l'innovation et l'entrepreneuriat en faveur de l'insertion professionnelle ; capitaliser sur l'économie numérique et l'intelligence artificielle ; miser sur des politiques publiques fortes, y compris dans le secteur industriel ; renforcer le plaidoyer francophone à travers les Groupes d'Ambassadeurs Francophones (GAF) auprès des organisations internationales.

L'ONUDI ET L'OIF

Des liens étroits

L'ONUDI et l'OIF ont 44 États membres en commun :

Arménie	Macédoine du Nord
Bénin	Madagascar
Bulgarie	Mali
Burkina Faso	Maroc
Burundi	Maurice
Cabo Verde	Mauritanie
Cambodge	Moldova
Cameroun	Monaco
Comores	Niger
Congo	République centrafricaine
Congo (RD)	Roumanie
Côte d'Ivoire	Rwanda
Djibouti	Sainte-Lucie
Dominique	Sao Tomé-et-Principe
Égypte	Sénégal
Gabon	Seychelles
Guinée	Suisse
Guinée équatoriale	Tchad
Guinée-Bissau	Togo
Haïti	Tunisie
Laos	Vietnam
Liban	
Luxembourg	

5 pays associés à l'OIF sont membres de l'ONUDI :

Chypre
Émirats arabes unis
Ghana
Qatar
Serbie

Et 23 pays observateurs de l'OIF sont membres de l'ONUDI :

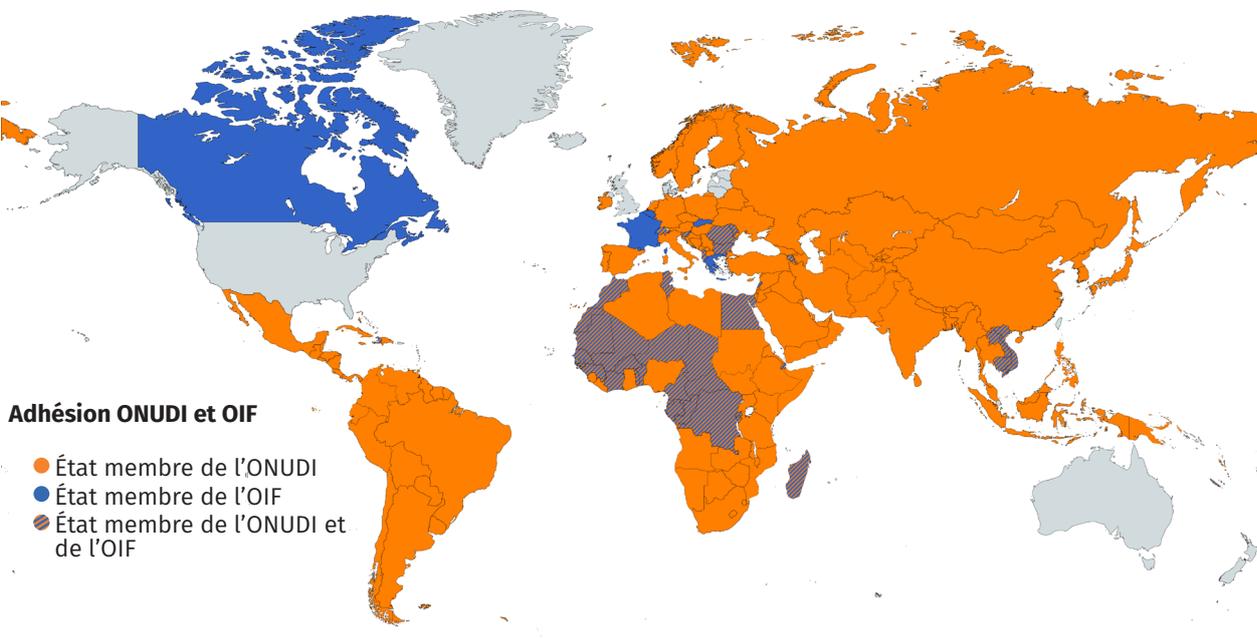
Autriche	Lettonie
Bosnie-Herzégovine	Malte
Corée du Sud	Mexique
Costa Rica	Monténégro
Croatie	Mozambique
Dominicaine (République)	Pologne
Estonie	Slovaquie
Gambie	Slovénie
Géorgie	Tchèque (République)
Hongrie	Thaïlande
Irlande	Ukraine
	Uruguay

Principaux donateurs pour des projets de l'ONUDI dans les pays de l'OIF :

Union européenne
ONU
Assemblée du Fonds pour l'environnement mondial (GEF)
Protocole de Montréal
Italie
Suède
Japon
Russie

Contributions volontaires de pays membres de l'OIF :

Suisse
Canada
Belgique
Monaco
France



QUELQUES PROJETS À GRANDE ÉCHELLE DE L'ONU DI DANS LES PAYS DE LA FRANCOPHONIE

Objectif : Protéger l'humain, l'environnement et le milieu naturel

« L'Union européenne pour l'environnement » (EU4Environnement)



Financement :
Union européenne



Mise en œuvre par l'ONU DI, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la Banque Mondiale et la Commission économique pour l'Europe des Nations unies (CEE-ONU)



Budget :
20 millions d'euros



Période :
2019-2024



Pays bénéficiaires :
Arménie, Azerbaïdjan, République de Moldova et Ukraine

Le programme EU4Environnement s'articule autour de cinq domaines thématiques/groupes de travail :

- Une prise de décision plus écologique ;
- La transition vers une économie circulaire ;
- Des conditions de concurrence équitables en matière de normes environnementales ;
- Des services écosystémiques et des moyens de subsistance durables ;
- Le partage et la coordination des connaissances au niveau régional.

Méthodologie TEST au Niger : Transfert d'éco-technologies aux industries du bassin du fleuve Niger : Faire du secteur privé et des industries les moteurs de la compétitivité économique et de la résilience écologique dans cette région



Financement :
Fonds pour l'environnement mondial



Mise en œuvre par l'ONU DI avec l'Autorité du Bassin du Niger



Budget :
2,6 millions d'euros



Période :
2018-2024



Pays bénéficiaires :
Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Nigeria, Tchad

Après une expérimentation couronnée de succès dans le bassin du Danube, en Europe de l'Est (années 2000) et dans les pays de la Méditerranée – Égypte, Maroc, Algérie, Palestine, Jordanie, Tunisie, Libye (2009), la méthodologie TEST est proposée aux acteurs du bassin du Niger afin de répondre à leurs enjeux de transition et de modernisation, et d'accélérer leur contribution au développement inclusif et durable des pays de la région.

Ainsi, à l'issue d'un processus de sélection rigoureux, deux à cinq entreprises dans chacun des neuf pays ont été sélectionnées, à l'aune des critères suivants : gouvernance stable, localisation géographique et performance environnementale. Dans cette première phase du projet, l'objectif est d'accompagner les unités industrielles solides, déjà engagées dans des processus de mise à niveau industrielle.

Objectif : Des chaînes d'approvisionnement durables

SwitchMed 2 : Passer à une économie circulaire en Méditerranée



Financement :
Union européenne



Mise en œuvre par l'ONUDI, le PNUE et MedWaves



Budget :
22 millions d'euros



Période :
2018-2023



Pays bénéficiaires :
Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Tunisie

L'initiative SwitchMed vise à réaliser une économie circulaire en Méditerranée en changeant la façon dont les biens et services sont produits et consommés.

Pour y parvenir, l'initiative fournit des outils et des services directement au secteur privé, soutient un environnement politique favorable et facilite l'échange d'informations entre les partenaires et les principales parties prenantes.

SwitchMed œuvre pour :

- Des cadres politiques régionaux et nationaux ;
- Une industrie durable et circulaire ;
- Le développement de modèles économiques durables et circulaires avec de jeunes pousses et des entrepreneurs ;
- Des mises en réseau via SwitchMed Connect.



Crédit photo :
MedWaves

Le Programme d'Appui à la Compétitivité de l'Afrique de l'Ouest (PACAO)



Financement :

Union européenne via le 11e Fonds Européen de Développement (FED).



Mise en œuvre par l'ONUDI



Budget :

116 millions d'euros



Période :

2018-2020



Pays bénéficiaires :

Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo

L'objectif global du programme est de contribuer à la transformation structurelle de l'économie par la production de biens et services compétitifs à plus haute valeur ajoutée pour assurer la croissance, la création d'emplois qualifiés et durables ainsi que l'augmentation des exportations et des revenus.

Le PACAO agit au niveau national comme régional, avec pour objectif de renforcer la compétitivité des pays bénéficiaires et de faciliter leur intégration dans le système commercial régional et international grâce aux facteurs suivants : optimisation des performances, croissance et contribution à l'industrie, commerce régional et exportation des chaînes de valeur cibles. Plus généralement, il s'agit de favoriser une amélioration du climat des affaires.

Programme Infrastructure Qualité de l'Afrique Centrale (PIQAC)



Financement :

Union européenne via le 10e Fonds Européen de Développement (FED)



Mise en œuvre par l'ONUDI



Budget :

5,9 millions d'euros



Période :

2015-2019



Pays bénéficiaires :

Cameroun, République du Congo, Gabon, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Tchad.

Le PIQAC a pour mission de contribuer à l'amélioration du commerce intra et extra régional et de renforcer l'intégration économique de la région à travers le développement et la mise en réseau de l'infrastructure qualité des sept pays bénéficiaires du Programme.

Ce programme global contribue à la diversification économique de la région en l'intégrant durablement dans l'économie mondiale. Le PIQAC comprend trois composantes techniques destinées aux acteurs économiques qui jouent un rôle dans le commerce et la croissance économique de la région :

- Établissement de la politique de la qualité au niveau régional ;
- Renforcement des institutions liées à l'infrastructure qualité ;
- Sensibilisation du secteur privé et des consommateurs à l'importance de la qualité.



Crédit photo :
ONUDI

Objectif : Éradiquer la faim

CaPFish Capture, pour une croissance durable et inclusive dans le secteur de la pêche au Cambodge



Financement :
Union européenne



Mise en œuvre par l'ONUDI



Budget :
16 millions d'euros



Période :
2018-2024



Pays bénéficiaires :
Cambodge

Le projet CAPFISH-Capture vise le développement de la chaîne de valeur après la pêche et se concentre sur le renforcement des capacités des entreprises et des institutions nationales qui les accompagnent sur la voie d'une pêche durable et compétitive. Le projet est cofinancé par l'Union européenne (UE) et mis en œuvre par l'ONUDI en collaboration avec l'Agence européenne pour la sécurité maritime et l'Administration des pêches (FiA), ainsi que les organismes compétents et les acteurs privés du secteur de la pêche.

L'UE apporte un soutien financier pour renforcer les capacités de mise en œuvre des partenaires, tandis que l'intervention de l'ONUDI est conçue pour aider à consolider les capacités techniques et institutionnelles des partenaires.

En améliorant les capacités du secteur privé, l'initiative devrait permettre une meilleure reconnaissance des produits de la pêche cambodgienne, un meilleur accès au marché, une augmentation des investissements dans le secteur et une amélioration globale de la compétitivité.



Crédit photo :
ONUDI